

Rois vs. calife : pourquoi les monarchies arabes se sentent menacées par l'« État islamique »

Anne Allmeling, Johannes Krug¹

La proclamation du califat le 29 juin 2014², le premier jour du Ramadan scella la rupture définitive entre l'État islamique (EI) et al-Qaïda³. Le porte-parole de l'EI Abou Mohammed al-Adnani déclara qu'Abou Bakr al-Baghdadi avait été désigné par la *shūrā* de l'EI comme calife Ibrahim et qu'ainsi le rêve de tout musulman était réalisé. Il établissait une parallèle avec l'époque de Mahomet : comme jadis le temps était advenu des succès militaires et des conquêtes face à des adversaires supérieurs en nombre et en technologie militaire. Les châtiments islamiques étaient rétablis ; les symboles d'idolâtrie, soit concrètement les « croix et les tombes », avaient été détruits. Il allait en particulier souligner l'appartenance du nouveau calife à la tribu des *Qoreïch*, celle qui comptait Mahomet parmi ses membres, soit d'après de nombreuses autorités sunnites une condition nécessaire pour le califat⁴. Le calife Ibrahim descendait même selon al-Adnani directement de Mahomet par le petit-fils de celui-ci, Hussein⁵.

Ibrahim Awwad al-Badri (Abou Bakr al-Baghdadi) était né en 1971 à Samarra (Irak) en tant que fils de paysans. Réformé pour des raisons de santé, il allait obtenir un magistère en droit islamique à l'Université de Bagdad et commencer une thèse. Après avoir rejoint un groupe d'insurgés sunnites contre l'occupation US et pris la direction de son comité de la charia (instance suprême en matière de questions de théologie et de droit), il fut arrêté par les Américains en février 2004 sans qu'on

1 Journaliste freelance pour l'ARD (première chaîne de télévision allemande) et Deutsche Welle, *Oberstudienrat*

2 Cf. Stephan Rosiny, "Des Kalifen neue Kleider": *Der Islamische Staat in Irak und Syrien*, GIGA Focus Nahost, n° 6/2014, <www.giga.hamburg.de/giga-focus>, p. 2-3 que nous suivons.

3 Sur le conflit fondamental et durable entre al-Qaïda et l'EI lequel entraîna en Syrie une véritable guerre entre les jihadistes, cf. Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat, Staatsversagen und Religionskrieg in der arabischen Welt*, Munich, dtv, 2015, p. 63-64 ; Bruce Riedel, « Baghdadi vs. Zawahri: battle for global jihad », *Al-Monitor*, 24 novembre 2014, <www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/11/battle-global-jihad-bin-laden-legacy.html>.

4 L'affirmation d'al-Baghdadi selon laquelle il descend des *Qoreïch* fait l'objet d'une discussion qui ne peut être abordée ici ; ce qui est important dans le contexte, c'est qu'elle est reconnue par ses partisans, cf. Graeme Wood, « What ISIS Really Wants », *The Atlantic*, mars 2015, <www.theatlantic.com/features/archive/2015/02/what-isis-really-wants/384980/>, *II. Territory* et *IV. The Fight*.

5 Al Hayat Media Center, « This is the Promise of Allah », <ia902505.us.archive.org/28/items/poa_25984/EN.pdf>, p. 3-4.

connaisse les motifs exacts de cet emprisonnement. Dans sa prison de Camp Bucca il noua des contacts étroits tant avec les milieux jihadistes d'Abou Moussab al-Zarqaoui (ex-émir d'al-Qaïda en Irak puis de l'État islamique d'Irak, éliminé par les Américains en 2006) qu'avec des partisans du Parti Baas. Il fut libéré en décembre 2004 et soutint sa thèse en 2007. Il allait ensuite passer à la clandestinité, d'abord dans sa ville natale de Samarra⁶.

Le 1^{er} juillet 2014 le calife autoproclamé appela – référence là aussi à l'histoire de Mahomet – tous les croyants musulmans à immigrer dans le califat⁷. En particulier les médecins, les ingénieurs, les fonctionnaires de l'administration et les docteurs de la loi islamique furent explicitement mentionnés parce que nécessaires à la construction de l'État. Avec le temps l'EI fonctionne de plus en plus dans les territoires qu'il contrôle comme un véritable État avec tous les attributs de celui-ci : drapeau, hymne, conseil, gouverneurs, chartes urbaines, passeports, impôts et taxes, annonce de vouloir frapper de la monnaie d'or et d'argent d'après le modèle du califat des VII^e et VIII^e siècles⁸, une juridiction islamique, des institutions sociales, mais aussi un système de châtiments draconiens imposés par des tribunaux et des services secrets sécuritaires puissants⁹.

La première apparition d'al-Baghdadi dans la grande mosquée de Mossoul le 4 juillet 2015 allait faire grande impression et pas seulement dans le monde musulman. Il se présenta comme « un égal entre les égaux » qui s'était chargé d'un lourd fardeau avec le califat et prit ses distances par rapport aux souverains avides de pouvoir et donc anti-islamiques de la région avec la formule suivante : « Obéissez-moi comme j'obéis à Dieu et à son Envoyé. Si je n'obéis pas à Dieu et à son Envoyé, vous ne devez plus m'obéir »¹⁰.

La prétention d'Abou Bakr al-Baghdadi, étayée par les succès guerriers, à parler au nom de tout le monde musulman allait se heurter à un large refus. Mais elle rencontra chez beaucoup de jihadistes, même si ce n'était pas le cas de tous, un accord enthousiaste. En outre, elle contribua à déstabiliser les directions politiques

6 Cf. Graeme Wood, « What ISIS Really Wants » , *op. cit.* Quant à la biographie d'al-Baghdadi, cf. Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat, Staatsversagen und Religionskrieg in der arabischen Welt*, *op. cit.*

7 Cf. Yair Carmon., A. Leone, Yael Yehoshua, *Understanding Abu Bakr Al-Baghdadi And The Phenomenon Of The Islamic Caliphate State*, Inquiry & Analysis Series Report, n° 1117, MEMRI, 14 septembre 2014, <www.memri.org/report/en/0/0/0/0/8147.htm>, *Unlike Al-Qaeda, IS Prioritizes State-Building*.

8 Cf. Patrice Gourdin, « Daesh restaure le califat », *La revue géopolitique online*, 1^{er} février 2015, <www.diploweb.com/Daesh-restaure-le-califat.html>, p. 12-13 : par là l'EI ne répondait pas seulement au modèle, il se démarquait aussi de l'ordre financier et économique mondial dominant.

9 Cf. Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat, Staatsversagen und Religionskrieg in der arabischen Welt*, *op. cit.*, p. 69-77 ; Cf. Stephan Rosiny, « Des Kalifen neue Kleider » : *Der Islamische Staat in Irak und Syrien*, *op. cit.*, p. 5.

10 Cf. Stephan Rosiny, « Des Kalifen neue Kleider » : *Der Islamische Staat in Irak und Syrien*, *ibid.* que nous suivons.

et religieuses des pays voisins¹¹. Car selon l'EI le califat a trois pouvoirs indiscutables qui se résument en trois maximes¹² : 1) Le calife est le souverain politique de tous les musulmans qui ne reconnaît aucune frontière¹³, en particulier les frontières héritées des puissances coloniales (objectif auquel aspirent au moins officiellement depuis des années les Frères musulmans, mais aussi l'Organisation de la coopération islamique fondée par l'Arabie saoudite). Comme cette idée de communauté islamique n'a plus été réalisée depuis les quatre premiers califes dits les Bien dirigés ou Rāshidūn (632-661, âge d'or perdu), l'EI se présente aujourd'hui comme le « Second califat des *al-Rashidun* »¹⁴ ; 2) Le huitième calife détient l'autorité supérieure sur tous les musulmans. Son interprétation est déterminante et doit être au besoin imposée par la force. Le « bureau d'information » à Mossoul a rendu publiques des règles de comportement obligatoires ; 3) Quiconque refuse de prêter serment au calife est un « apostat » qui doit être tué¹⁵. En prenant le nom d'« Abou Bakr », celui du premier calife de l'islam auquel de nombreuses tribus avaient refusé de prêter serment (*Bay'a*) après la mort de Mahomet et qui avait dû les pacifier, al-Baghdadi se revendiquait de cet exemple : le refus de prestation de serment¹⁶ équivaut à une apostasie, ce qui entraîne nécessairement une guerre de la part du califat. Le serment jouant un rôle important dans la jonction d'autres groupes jihadistes, le cas échéant très éloignés comme en Libye, dans le Sinaï, en Afrique de l'Ouest, au Yémen ou dans la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan¹⁷. Ces prestations de serment permettent à l'inverse à l'EI d'étayer sa prétention à représenter l'ensemble du monde musulman¹⁸.

11 Cf. Eyad Abu Shakra, « The political implications of ISIS's Caliphate », *Al Arabiya*, 5 juillet 2014, <english.alarabiya.net/en/views/news/middle-east/2014/07/05/The-political-implications-of-ISIS-s-Caliphate-.html> ; Charlie Cooper, « Viewpoint: Isis caliphate a dangerous development », Quilliam Foundation, 30 juin 2014, <www.bbc.com/news/world-middle-east-28090386> ; Frank Gardner, « Saudi Arabia: Sandwiched by jihadists in Iraq and Yemen », *BBC News*, 2 juillet 2014, <www.bbc.com/news/world-middle-east-28133086> ; Huda Al Husseini, « ISIS has reshuffled the regional cards », *Asharq Al-Awsat*, 6 juillet 2014, <www.aawsat.net/2014/07/article55333985> ; Azeem Ibrahim, « How real is ISIS' statehood bid in the Middle East? », *Al Arabiya*, 2 juillet 2014, <english.alarabiya.net/en/views/news/middle-east/2014/07/02/How-real-is-ISIS-statehood-bid-in-the-Middle-East-.html> ; Emma Pearson, Katie Welsford, « In the Path of ISIS », *The Majalla*, 4 juillet 2014, <www.majalla.com/jeng/2014/07/article55250467>. Et Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat, Staatsversagen und Religionskrieg in der arabischen Welt*, op. cit., p. 78-81.

12 Cf. Stephan Rosiny, « *Des Kalifen neue Kleider* » : *Der Islamische Staat in Irak und Syrien*, op. cit., p. 5-6.

13 Cf. Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat, Staatsversagen und Religionskrieg in der arabischen Welt*, op. cit., p. 55.

14 Cf. Stephan Rosiny, « *Des Kalifen neue Kleider* » : *Der Islamische Staat in Irak und Syrien*, op. cit., p. 5.

15 *Ibid*, p. 6, l'auteur parlant d'une « licence de tuer ».

16 Cf. Dan Milton, Muhammad al-'Ubaydi, « Pledging Bay'a: A Benefit or Burden to the Islamic State? », *CTC Sentinel*, vol. 8, 3, mars 2015, numéro spécial *Bay'a*, <www.ctc.usma.edu>, p.2-3 et p. 3-4 sur les raisons du refus de prestation de serment par d'autres groupes jihadistes ; Stephan Rosiny, « *Des Kalifen neue Kleider* » : *Der Islamische Staat in Irak und Syrien*, op. cit., p. 6. Pour la critique par les docteurs reconnus de l'islam, Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat, Staatsversagen und Religionskrieg in der arabischen Welt*, op. cit., p. 79-81 ; sur les différents types de coopération entre les groupes terroristes et leurs répercussions sur la politique antiterroriste, Assaf Moghadam, « Terrorist Affiliations in Context: A Typology of Terrorist Inter-Group Cooperation », *CTC Sentinel*, op. cit.

17 Cf. Nelly Lahoud, « The Province of Sinai: Why Bother with Palestine if You Can Be Part of the "Islamic State"? », *CTC Sentinel*, op. cit., p. 12-14 ; Geoff D. Porter, « What to Make of the Bay'a in North Africa? », *ibid.*, p. 14-17 ; Don Rassler, « Situating the Emergence of the Islamic State of Khorasan », *ibid.* p. 7-11 ; Jacob Zenn, « A Biography of Boko Haram and the Bay'a to al-Baghdadi », *ibid.*, p. 17-21.

18 Cf. Dan Milton, Muhammad al-'Ubaydi, « Pledging Bay'a: A Benefit or Burden to the Islamic State? », op. cit. pp. 3, 5-7.

L'ATTAQUE CONTRE LES MONARCHIES

Au contraire des forces républicaines et séculières de la Guerre froide arabe des années 1950 et 1960, l'État islamique conteste avec la proclamation du califat toute légitimité aux monarchies. Il met ostensiblement l'Arabie saoudite et la Jordanie, selon lui « non islamiques », en question. Son calife est présenté explicitement comme le Commandeur des croyants, Amīrul-Mu'minīn, sur la planète entière¹⁹. En ce sens il revendique aussi pour lui le titre du roi du Maroc.

Les deux monarchies jordanienne et marocaine qui ne peuvent au contraire des pétromonarchies du Golfe légitimer leur pouvoir grâce à un État providence de grande envergure étaient leur justification religieuse de dynasties hachémite ou chérifienne par le fait que les rois descendent du prophète Mahomet. Les deux maisons royales sont déjà remises en question par une plus haute légitimation du califat du point de vue de la plupart des docteurs sunnites de l'islam ; et ils le seraient *a fortiori* si le califat de l'EI rencontrait l'approbation de l'*oumma* sunnite, ce qui n'est actuellement pas le cas puisque l'EI et son califat se voient justement reprocher d'être en contradiction avec les traditions de l'islam²⁰.

Rien d'étonnant à ce que les Émirats arabes unis, c'est-à-dire le pays arabe où les dignitaires religieux jouent un rôle mineur compte tenu d'un pouvoir en définitive tribal (sans parler des énormes succès économiques des dernières décennies), se soient érigés en champion agressif de la lutte contre les ambitions des islamistes radicaux ou des Frères musulmans²¹.

La menace que fait planer l'EI sur la monarchie du Bahreïn est d'une tout autre nature. Surtout depuis les grandes manifestations du printemps 2011, la monarchie s'appuie sur la minorité sunnite du moment où la majorité chiite s'est en grande partie retournée contre les al-Khalifa et conteste aussi en partie la monarchie en tant que telle. Ce qui a donné une impulsion aux forces salafistes, également chez sunnites naturalisés du Yémen, de Syrie, d'Irak et du Pakistan – ici en particulier ceux qui sont originaires du Baloutchistan – servant dans les forces de sécurité. À

19 Al Hayat Media Center, « This is the Promise of Allah », *op. cit.*, p. 4.

20 Cf. Rana Moussaoui, « Caliphate declaration "heresy," say Islamist scholars », *Middle East Eye*, 4 juillet 2014, <www.middleeasteye.net/news/caliphate-declaration-heresy-say-islamist-scholars-1128131391> ; David Pollock, *ISIS Has Almost No Popular Support in Egypt, Saudi Arabia, or Lebanon*, The Washington Institute, Fikra Forum, 14 octobre 2014, <www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/isis-has-almost-no-popular-support-in-egypt-saudi-arabia-or-lebanon>.

21 Cf. Ian Black, « UAE's leading role against Isis reveals its wider ambitions », *The Guardian* 30 octobre 2014, <www.theguardian.com/world/2014/oct/30/uae-united-arab-emirates-leading-player-opposition-isis-middle-east> ; James M. Dorsey, « Reshaping the Middle East: UAE Leads the Counter-revolution », *The News Hub*, 14 octobre 2014, <www.thenewshub.com/stories/reshaping-the-middle-east-uae-leads-the-counter-revolution-2> ; Ahmad Ghallab, « UAE becomes region's "moderate fortress" », *Al-Monitor*, 2 décembre 2014 (arabe), <www.al-monitor.com/pulse/politics/2014/12/uae-announces-list-terrorist-groups-proactive-defence.html>.

la mi-2014 il y avait au moins 100 Bahreïnais actifs dans l'EI²². Selon Ala'a Shehabi, c'est la politique du Bahreïn qui a créé à travers le conflit avec les chiïtes un climat propice à l'EI²³. Madawi Al-Rasheed parle dans ce contexte d'une politique délibérée des « dictateurs » du Moyen-Orient qui consiste à attiser les tensions confessionnelles entre chiïtes et sunnites pour préserver des positions de pouvoir ébranlées par le « Printemps arabe » des régimes saoudien, syrien, irakien et bahreïni, ceci valant aussi pour le Liban²⁴. Ce qui n'a toutefois pas empêché l'EI d'attaquer ouvertement la monarchie bahreïni : « Loin de témoigner une quelconque gratitude pour ce soutien, l'EI a dénoncé les al-Khalifa au pouvoir comme "hérétiques" pour avoir autorisé les Américains à lancer des raids contre les jihadistes en Syrie et en Irak à partir de leur base navale au Bahreïn. L'EI s'en prend aussi à la famille royale qui a permis la vente d'alcool et dont les membres "se prennent pour des dieux placés juste derrière Allah"»²⁵. Précisément le dernier point cible directement la monarchie en tant qu'institution voire comme forme de gouvernement caractérisée ici comme non islamique, idolâtre. Reste que la monarchie ne s'est pas laissée intimider et qu'elle appuie également sur le plan militaire la campagne aérienne des États-Unis contre l'EI. En signe de solidarité après l'exécution du pilote jordanien Maaz al-Kassasbeh elle a déplacé des *F-16* en Jordanie²⁶. D'après Simon Henderson la menace de l'EI a amené l'Occident en général et les États-Unis en particulier à mesurer fortement leur critique de la politique répressive menée par les al-Khalifa.²⁷

LA RÉACTION DES MONARCHIES

La menace aiguë de l'EI a montré que les monarchies arabes sont capables, en cas de crise mais seulement alors, de resserrer les rangs. Par exemple avec le règlement de la dispute en escalade qui opposait début 2014 d'une part le Qatar, de l'autre

22 Vgl. Ala'a Shehabi, « Why Is Bahrain Outsourcing Extremism? », *Foreign Policy / Democracy Lab*, 29 octobre 2014, <www.foreignpolicy.com/articles/2014/10/29/why_is_bahrain_outsourcing_extremism_isis-democracy> : les radicaux y compris l'État islamique jouiraient d'un soutien important à l'intérieur des services de sécurité ; l'auteur ne corrobore toutefois cette assertion globale qu'avec deux exemples. De même mais en moins tranchant Bill Law, « Bahrain: The Islamic State threat within », *Middle East Eye*, 14 octobre 2014, <www.middleeasteye.net/columns/bahrain-islamic-state-threat-within-884335108>.

23 Cf. Ala'a Shehabi, « Why Is Bahrain Outsourcing Extremism? », *op. cit.* De façon analogue Brian Whitaker qui cite une étude du Soufan security intelligence group et mentionne explicitement le Bahreïn, l'Arabie saoudite et le sultanat d'Oman, « It's dangerous to be so cosy with the Gulf's autocrats », *The Guardian*, 11 novembre 2014 : l'EI séduit par des promesses de société originelle.

24 Cf. Madawi Al-Rasheed, « Middle East dictators feed sectarianism », *Al-Monitor*, 15 décembre 2014, <www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/12/sectarianism-does-not-explain-arab-world-turmoil.html>.

25 Cf. Ala'a Shehabi, « Why Is Bahrain Outsourcing Extremism? », *op. cit.*

26 « Bahrain sends military aid to help Jordan fight ISIS », *Al Arabiya News*, 15 décembre 2015, <english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2015/02/15/Bahrain-sends-military-aid-to-help-Jordan-fight-ISIS.html>.

27 Cf. Simon Henderson, « Between ISIS and Iran: Bahrain Tweaks Washington », *The Washington Institute, Policy Watch*, n° 340, 1^{er} décembre 2014, <www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/between-isis-and-iran-bahrain-tweaks-washington>.

l'Arabie saoudite, les EAU et le Bahreïn. Une solidarité qui inclut actuellement la Jordanie²⁸.

RÉISLAMISATION AU LIEU DE RÉFORMES

Il se pourrait que l'ascension de l'EI ait pour conséquence le ralentissement ou même l'annulation des réformes par la première puissance sunnite, animée par une volonté de renforcer la légitimité des Saoud avec l'aide de l'orthodoxie²⁹. Ce n'est pas un hasard si nombre d'observateurs font référence à la relation entre la mission historique du wahhabisme et le jihadisme actuel³⁰. L'Arabie se retrouverait toutefois sur la corde raide : les libéraux du pays voudraient que les réformes soient accélérées alors que selon nombre d'islamistes les réformes en vigueur vont déjà trop loin – une fracture qui divise aussi la famille régnante³¹.

Mais en même temps la monarchie occupe un rôle clef dans la lutte contre l'EI et sa vision du califat³². C'est pourquoi l'establishment politique et religieux de Riyad doit nécessairement présenter une offre politco-religieuse alternative et convaincante. Mais pour qu'une telle offre ait du succès, il faudrait aussi que les théories du complot répandues dans une partie du monde arabe – l'EI fruit de l'effort des services secrets occidentaux tendant à affaiblir l'islam ou le discréditer – ne gagnent pas du terrain³³.

Il y a depuis les années 1980 au plus tard dans le monde arabe une tendance à la réislamisation, et ce en réaction aussi à l'échec des idées panarabes, nationalistes et socialistes. Or malgré la Révolution islamique en Iran et son orientation explicitement républicaine, cette tendance n'a jamais été une menace pour les monarchies

28 Cf. Salman Aldossary, « The GCC's Honeymoon », *Asharq Alawsat*, 19 novembre 2014, <www.aawsat.net/2014/11/article55338703>. Pour le soutien apporté par les États du Conseil de coopération du Golfe à la Jordanie, « UAE fully committed to eliminating Daesh », *Gulf News*, 8 février 2015, <gulfnews.com/opinions/editorials/uae-fully-committed-to-eliminating-daesh-1.1453394> ; Mohamed Jaoubouk, « Guerre contre Daesh : Le Maroc envoie des soldats pour assurer la protection des Émirats », *Yabildi*, 29 octobre 2014, <www.yabildi.com/articles/details/30536/guerre-contre-daesh-maroc-envoie.html>.

29 Cf. Glen Carey, « Saudi window of tolerance slammed shut with Islamic State's rise », *Stars and Stripes*, 29 janvier 2015, <www.stripes.com/news/middle-east/saudi-window-of-tolerance-slammed-shut-with-islamic-state-s-rise-1.326480>.

30 Cf. Rainer Hermann, « Die Hydra des Dschihad », *Frankfurter Allgemeine Zeitung (FAZ)*, 9 septembre 2014 et « Der Rausch des "Islamischen Staates" », *FAZ*, 29 septembre 2014 avec en particulier dans le second article les différences entre wahhabisme et État islamique.

31 Cf. Madawi Al-Rasheed, « Saudi Arabia's Islamist-liberal divide », *Al-Monitor*, 28 avril 2015, <www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/04/saudi-islamist-liberal-divide.html>.

32 Cf. Volker Perthes, « Zwischen Terror und Staatszerfall, Geopolitische Lage im Nahen und Mittleren Osten », *Qantara.de*, 24 mars 2015 qui parle d'un « projet jihadiste de formation étatique ».

33 Cf. Shukur Khikal, « Islamic State conspiracy theories sway Iraqis », *Al-Monitor*, 27 février 2015, <www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/02/iraq-doubts-us-eliminate-islamic-state.html>. À côté de ces théories du complot il y a aussi des spéculations d'après lesquelles les États-Unis viseraient à l'établissement d'un compromis avec l'EI, ce qui suppose évidemment une volonté jusqu'ici peu manifeste de *realpolitik* dans l'organisation, cf. Jihad al-Zein, « Will Washington negotiate with al-Qaeda, IS someday? », *Al-Monitor*, 26 octobre 2014, <www.al-monitor.com/pulse/politics/2014/10/httwspaperannaharcomarticle181904.html>.

arabes ; au contraire, les tensions traditionnelles entre sunnites et chiïtes ont refait surface : d'abord avec la guerre Iran-Irak à partir de 1980, puis avec l'essor du Hezbollah libanais et enfin avec la montée en puissance de la majorité chiïte en Irak après 2003. Ce qui attisa dans les capitales arabes sunnites la peur que ressentent également les opinions publiques du fameux « croissant chiïte ». Or, c'est justement cette confessionnalisation qui contribua à l'échec de l'opposition dans le cas des protestations contre le régime bahreïni³⁴.

La réislamisation servit même en partie les monarchies arabes. N'avaient-elles pas dès le débat avec les forces révolutionnaires d'Arabie dans les années 1960 et 1970 misé sur l'identité islamique de leurs régimes et ne disposaient-elles pas, au contraire pour partie des régimes égyptien et tunisien au commencement du Printemps arabe, de l'image afférente ?

Trois pays, les trois monarchies jordanienne, marocaine et saoudienne mirent particulièrement leur identité islamique en exergue. Le royaume d'Arabie saoudite légitimait la dynastie par l'application stricte d'une étroite interprétation du wahhabisme fondateur du royaume en tant que fondement constitutionnel. Avec la création de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) sous influence prépondérante de l'Arabie saoudite, Riyad tenta de d'ériger en contrepoids idéologique au panarabisme nassérien dont la montée en puissance semblait pratiquement inexorable.

Justement les pétromonarchies effectuèrent leur modernisation, laquelle s'accéléra extraordinairement à partir des années 1970 grâce aux rentrées immensément accrues de l'industrie du pétrole et du gaz, en continuant de prêter attention aux élites et aux structures locales religieuses et tribales. Il n'y eut pas de bouleversement social radical et, contrairement à ce qui se produisit en Iran, pas non plus de modernisation économique ; alors que cette dernière, advenue dans le cas iranien contre les résistances de milieux influents, fut un facteur important de l'effondrement de la monarchie en 1979. Au contraire, non seulement les pétromonarchies mais le royaume hachémite de Jordanie réussirent à continuer d'utiliser les structures tribales de pouvoir et à les intégrer dans l'évolution politico-sociale du pays.

FAILLES SÉCURITAIRES PRÉOCCUPANTES ET ATTENTATS TERRORISTES

Au contraire de républiques comme la Libye, la Syrie, l'Irak et le Yémen les huit monarchies arabes purent également tenir devant l'assaut des Printemps arabe

³⁴ On va en partie jusqu'à affirmer que les gouvernements sunnites, la maison Saoud en tête, attiseraient les tensions confessionnelles pour renforcer leur pouvoir et diviser l'opposition actuelle ou à venir, cf. Madawi Al-Rasheed, « Middle East dictators feed sectarianism », *Al-Monitor*, 15 décembre 2014, <www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/12/sectarianism-does-not-explain-arab-world-turmoil.html>.

grâce à un mélange de concessions en termes de réformes, d'un budget social en hausse, de création d'emplois supplémentaires dans le secteur public et de répression dosée. Seules les monarchies moins riches comme le Maroc et la Jordanie dont les systèmes politiques étaient déjà relativement ouverts furent contraints à des réformes notables. À l'exception du royaume du Bahreïn qui fut ébranlé en février-mars 2011 par de grandes manifestations où la démocratisation était revendiquée. Mais au prix d'une coupure entre sunnites et chiïtes, les premiers conservant leur loyauté à la dynastie régnante, surtout après qu'une minorité de chiïtes radicaux eurent appelé au renversement de la monarchie. La cohésion des forces de sécurité et l'entrée de troupes saoudiennes et émiraties dans le royaume pour y soutenir le régime mettant un terme à cette phase. Certes, il y a toujours des manifestations, mais elles n'ont plus et de loin les dimensions celles de début 2011.

Alors que le Printemps arabe se poursuivait avec de graves troubles et les guerres civiles d'abord en Libye et en Syrie, ensuite de façon croissante en Irak et au Yémen, les monarchies purent marquer des points en posant qu'elles avaient – toutes – su maintenir en tant qu'États et comme régimes la stabilité intérieure. Devant le spectacle incessant de la guerre et de la guerre civile, des attentats, des massacres de masse et des flux de réfugiés, le désir de réformes radicales dans les monarchies recula. Cet argument de la stabilité et de la sécurité intérieure est devenu entre-temps un argument standard de leur légitimation dans le monde arabe. D'autant que les gouvernements et la presse y renvoient aux succès obtenus en matière de sécurité et de stabilité, de progrès social, de prospérité, d'un certain niveau d'État de droit, sans compter le lien étroit entre souverains et sujets découlant des racines tribales perpétuées dans nombre de ces régimes³⁵. Certains allant jusqu'à présenter ouvertement la démocratie comme inappropriée aux exigences actuelles de la région ou à lui imputer la responsabilité des guerres civiles et de l'essor des groupes terroristes : la démocratie n'était pas selon eux un vêtement prêt à porter universel et convenant à toutes les sociétés et cultures ; la monarchie et l'oligarchie pouvaient être des formes de gouvernement plus fructueuses puisqu'elles maintenaient l'ordre si nécessaire et la paix dans des régions du monde n'étant pas exposées à l'alphabétisation et à la discipline civile³⁶.

Ces différences entre les monarchies arabes d'une part, et les États en crise du monde arabe comme la Syrie et l'Irak mais aussi la Libye et le Yémen de l'autre, sont soulignées par l'ex-prince héritier de Jordanie Hassan bin Talal. Mais ce dernier accompagne son analyse d'une mise en garde : « La bonne gouvernance est

35 Cf. Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat, Staatsversagen und Religionskrieg in der arabischen Welt*, op. cit., pp. 32 sq, 38 sq.

36 Cf. Thomas Varghese, « Democracy is not always right », *Gulf News*, 18 octobre 2014, <gulfnews.com/news/gulf/uae/society/democracy-is-not-always-right-1.1400481>.

le contraire de la corruption. L'État islamique et autres protagonistes destructeurs s'épanouissent là où le gouvernement échoue et il faut entreprendre dans le monde arabe tout entier quelque chose contre cet échec qui a déclenché la vague de soulèvements arabes de 2011. Si les citoyennes et les citoyens ne peuvent compter sur une garantie de la sécurité et de l'État de droit, ils se tournent vers les structures ethniques et religieuses existantes et de l'Afghanistan au Mali c'est un vide qui s'offre aux seigneurs de la guerre (...) Les gouvernements qui veulent tirer un enseignement du succès de l'État islamique doivent aborder les symptômes qui ont produit ce vide. La réponse appropriée, ce ne sont ni les systèmes d'armement à commande laser ni une répression drastique de ceux qui soutiennent les fanatiques mais la bonne gouvernance, elle-même synonyme d'inclusion et d'opposition à la corruption et au népotisme »³⁷. L'activité des terroristes jihadistes n'est pas parvenue à mettre en péril ces bons résultats relatifs des monarchies arabes, surtout dès lors que la brutalité de l'EI ne connaissait pas de frontières. Cette dernière organisation semble cependant réussir à activer de manière plus considérable qu'auparavant de petites cellules ou des loups solitaires. Ce dont attestent clairement les premiers attentats en Arabie saoudite et dans les EAU³⁸.

Des pays comme le Maroc ou la Jordanie sont économiquement très dépendants du tourisme ; cela vaut aussi pour Dubaï qui s'est en même temps positionné en tant que centre international de manifestations et de congrès comme de pôle financier. Si les attentats terroristes venaient à s'y multiplier ces monarchies s'en trouveraient affaiblies. D'une part elles y perdraient leur aura de garants sécuritaires ; de l'autre l'industrie du tourisme y serait, comme l'ont montré les expériences actuelles de l'Égypte et de la Tunisie, lourdement touchée, les monarchies concernées étant soumises à une pression considérable en raison des résultats sociaux en matière de chômage croissant et de paupérisation – d'autant qu'il y a eu une relation étroite entre le déclenchement du Printemps arabe et les conséquences de la crise financière mondiale.

LE COMBAT DES MONARCHIES CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE

En particulier l'idée d'une Communauté des croyants, de tous les musulmans, a un caractère explosif susceptible de constituer une menace pour l'ensemble du monde arabe. Semblable unité pouvant se réaliser sous l'égide du califat comme le veut l'EI lequel va jusqu' à jeter l'anathème sur (presque) tous ceux qui expri-

37 Cf. Hassan bin Talal, « Die Lektion aus dem IS-Triumph », *Internationale Politik und Gesellschaft*, 5. février 2015, discours en anglais du 13 janvier 2015, <www.jpg-journal.de/kommentar/artikel/die-ktion-aus-dem-is-triump-734/>.

38 Cf. James Brandon, « Fresh Saudi Arrests Illustrate Evolving Jihadist Threat », *Terrorism*, vol. XIII, n° 9, 1^{er} mai 2015, p.1-2 ; Chris Zambelis, « To Topple the Throne: Islamic State Sets Its Sights on Saudi Arabia », *Terrorism*, vol. XIII, n° 5, 6 mars 2015, p. 7-10.

ment des convictions « hérétiques », même quand il s'agit de jihadistes qui ont une autre position sur l'opportunité d'ériger le califat dans la phase choisie par lui. Cette conception de la Communauté des croyants a pour cibles explicites les États nationaux et leurs frontières. Elle a pour objectif d'abolir le monde arabe existant. C'est ce qu'illustrent des actions de propagande comme le rituel qui consiste à brûler les cartes d'identité et les passeports des volontaires qui rejoignent l'EI ou bien la démolition des fortifications aux frontières avec des bulldozers³⁹.

L'EI récuse radicalement et délibérément les pratiques du commerce entre les États ainsi que l'application des principes du droit international y compris pendant la guerre. Il massacre donc régulièrement les prisonniers⁴⁰ ou bien réduit en esclavage une partie des femmes appartenant à des minorités religieuses, en particulier les Yazidies, et ce en se référant explicitement au prophète Mahomet.

À cet égard l'EI fait l'objet d'attaques massives et publiques de la part de différents représentants des maisons royales arabes, comme c'est par exemple le cas de la reine Rania de Jordanie qui thématise en général la l'absence de droits pour les femmes⁴¹. Même si ses actions ne restent pas indiscutées, la reine a derrière elle tout un collectif de fans sur *Twitter* et elle incarne en Occident – comme sinon la seule princesse Lalla Salma, femme du roi du Maroc – la femme arabe et musulmane moderne qui se mobilise en faveur de causes sociales sans pour autant se départir de son rôle de mère ou mettre en question sa profession de foi dans un islam entendu comme traditionnel⁴².

Les prises de position de son époux, le roi Abdallah II, sont d'autant plus tranchantes qu'il s'agit du chef politique de l'État. Ses menaces, qui ont été suivies

39 Cf. Richard A. Nielsen, « Does the Islamic State believe in sovereignty ? », *The Washington Post*, *Monkey Cage*, 6 février 2015, <www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2015/02/06/does-the-islamic-state-believe-in-sovereignty/> : comme l'EI ignore les normes de la souveraineté internationale, il fera vraisemblablement preuve dans la période à venir d'un expansionnisme maximal ; c'est ce qui rendra difficile pour ne pas dire impossible aux autres États quelques tractations que ce soit avec lui.

40 L'exécution publique du pilote jordanien début janvier 2015 fut particulièrement spectaculaire et considérée comme singulièrement contraire à l'islam ; contrairement aux massacres de Yazidis ou de chiites, elle provoqua une énorme indignation dans le monde arabe, cf. Moazzam Beg, « The Burning of Muaz Kasasbeh: How will Islamic State explain this one ? », *Middle East Eye*, 5 février 2015, <www.middleeasteye.net/columns/burning-muaz-kasesbah-how-will-islamic-state-explain-one-538660963> ; voir aussi Terence McCoy, Adam Taylor, « Islamic State says immolation was justified; experts on Islam say no », *The Washington Post*, 4 février 2015, <www.washingtonpost.com/news/morning-mix/wp/2015/02/04/the-chilling-reason-the-islamic-state-burned-a-jordanian-pilot-alive/> ; Samuel Oakford, « Islamic State Burning Jordanian Pilot to Death Has No Basis in Islamic Law, Say Experts », *VICE News*, 10 février 2015, <news.vice.com/article/islamic-state-burning-jordanian-pilot-to-death-has-no-basis-in-islamic-law-say-experts>.

41 Les positions de l'EI sur les femmes rencontrent cependant l'approbation d'une minorité de femmes élevées à l'Ouest et qui affluent entre-temps par centaines dans son territoire, ce que l'organisation exploite massivement à des fins de propagande ; ses partisans estiment que la politique féminine de l'EI préserve la dignité des femmes musulmanes, cf. Alexandra Bradford, « Western Women Who Join the Islamic State », *Terrorism Monitor*, vol. XIII, n° 9, 1^{er} mai 2015.

42 Cf. Asma Ajroudi, Ben Flanagan, « Queen Rania: ISIS using media to 'hijack' Arab world », *Al Arabiya*, 18 novembre 2014, <english.alarabiya.net/en/media/digital/2014/11/18/Queen-Rania-ISIS-using-media-to-hijack-Arab-world.html> ; voir aussi Régis Le Sommier, « Rania de Jordanie, reine courage », *Paris Match*, 12 février 2015, <www.parismatch.com/Actu/International/Rania-de-Jordanie-reine-courage-707896> ; « Jordaniens König ruft zum Widerstand gegen den IS auf », *Spiegel Online* 21 novembre 2014, <www.spiegel.de/politik/ausland/is-islamischer-staat-jordaniens-koenigin-rania-ruft-zum-widerstand-a-1004205.html>.

d'effet, à l'encontre de l'EI se font encore plus concrètes : « Quiconque soutient l'idéologie extrémiste des takfiristes ou tente de la justifier est un ennemi de l'Islam (...) La guerre contre les organisations terroristes et leur idéologie radicale est notre guerre parce que nous sommes pour eux une cible ; nous devons nous défendre nous-mêmes, l'Islam ainsi que les valeurs de tolérance et de modération en combattant l'extrémisme et les terroristes⁴³.

Le roi de Jordanie et son épouse allaient souligner ce refus véhément de l'islamisme radical en participant à la marche de solidarité pour les victimes de Paris le 11 janvier 2015, tout en faisant valoir que cela ne revenait pas à justifier les caricatures de Mahomet dans *Charlie Hebdo*.

L'ex-chef des services secrets saoudiens et ambassadeur de son pays à Washington, le prince Turki al-Faisal, fils du troisième roi d'Arabie, voit en définitive dans l'EI (appelé par lui encore État islamique en Irak et au Levant une secte anti-islamique⁴⁴ et revendique pour lui un nom qui n'ait pas de rapport avec l'islam⁴⁵. le prince héritier Salman du Bahreïn fait chorus qui accuse l'EI d'abuser de la religion et le qualifie en compagnie de Boko Haram et des chebab somaliens de « théocratie fasciste et diabolique »⁴⁶.

CONCLUSION

En définitive le projet de califat de l'EI repose sur des bases mouvantes. Ses succès (répondant selon ses partisans à la volonté de dieu) ont jusqu'ici légitimé ses revendications. Or en Irak ils ont atteint leur apogée en août 2014 ; depuis ils sont repoussés par une coalition de bataillons irakiens, pour la plupart chiites, et kurdes et ont même perdu la grande ville de Tikrit. Ici le soutien aérien de la coalition emmenée par les États-Unis s'est révélé déterminant. La défaite en perspective contre une alliance très supérieure sous direction américaine va délégitimer l'EI. La mort du « calife » serait pour lui un coup dur. Il ne va pas se maintenir à long terme en tant qu'État disposant d'un territoire étendu et continu avec des fronts passablement stables. Mais il restera pendant des années un danger, et pas seulement dans la ré-

43 Cité d'après Osama Al Sharif, « Jordan king fends off critics of IS war, holds firm on Al-Aqsa », *Al-Monitor*, 10 novembre 2014, <www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/11/jordan-king-internal-criticism-islamic-state-al-aqsa.html>.

44 Il arrive que l'État islamique soit comparé aux radicaux kharijites, une des plus anciennes sectes de l'islam, cf. Ali Mamouri, « Who are the Kharijites and what do they have to do with IS? », *Al-Monitor*, 8 janvier 2015, <www.al-monitor.com/originals/2015/01/islamic-state-kharjites-continuation.html>.

45 Cf. Turki al-Faisal, « A New Name for ISIS, Opinion », *Asharq Alawsat*, 15 janvier 2015, <www.aawsat.net/2015/01/article55340407> : les positions du Prince Turki reflètent la critique générale selon laquelle l'EI discrédite, toutes tragédies humaines mise à part, la réputation de l'islam et des musulmans dans le monde.

46 Cf. HRH Crown Prince Salman of Bahrain, « To defeat our foe, we must first define him », *The Telegraph*, 16 février 2015, <www.telegraph.co.uk/news/worldnews/islamic-state/11414646/To-defeat-our-foe-we-must-first-define-him.html>.

gion, en tant que groupe terroriste et organisation de guérilla⁴⁷. Ce qui s'avère, c'est qu'en Irak l'EI – dès qu'il est acculé à la défensive – essaie de mettre en œuvre une stratégie de la terre brûlée qui s'étend aux infrastructures, aux institutions administratives ainsi qu'aux lieux historiques et religieux pour empêcher que l'État irakien y installe des structures durables après la reconquête. Or ces dernières sont nécessaires afin de gagner à soi de grandes parties de la population, formées de groupes et de tribus sunnites qui prennent pour le moins leurs distances vis-à-vis de Bagdad⁴⁸.

L'idée de califat opère dans un autre registre. Elle sape absolument la légitimité des monarchies arabes qui se présentent certes comme des États musulmans mais doivent – pour continuer de réussir – agir de façon pragmatique et se moderniser, de même qu'il leur faut coopérer avec les « infidèles », en particulier les pays occidentaux.

En fin de compte, la proclamation du califat par l'EI le 29 juin 2014 a ouvert un nouveau chapitre du bouleversement amorcé par le Printemps arabe en décembre 2010. Il est impossible de savoir si la situation évoluera réellement vers une « Guerre de Trente ans » arabe⁴⁹. Ce qui est sûr c'est que les monarchies arabes, si elles restent préservées toutes les huit, auront un autre aspect. Peut-être une ou deux monarchies de plus vont-elles émerger ? Étant donné les développements actuels, cela n'est pas complètement exclu, en particulier au Yémen du Sud⁵⁰ et en Libye⁵¹.

47 Cf. pour la revirement militaire et la position défensive persistante, Michael Knights, Alexandre Mello, « The Cult of the Offensive: The Islamic State on Defense », *CTC Sentinel*, vol. 8, 4 avril 2015, p. 1-7, <www.ctc.usma.edu>. En ce qui concerne les défaites militaires de l'EI et les raisons de celles-ci, Vicken Cheterian, « Is the Islamic 'state' doomed to failure? », *Al-Monitor*, 8 décembre 2014, <www.al-monitor.com/pulse/politics/2014/12/nature-islamic-state-failure.html> ; « The pushback », *The Economist*, 31 mars 2015, <www.economist.com/news/briefing/21646752-sustaining-caliphate-turns-out-be-much-harder-declaring-one-islamic-state-not> ; Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat*, op. cit., p. 94-109 ; Michael Knights, « Why the Islamic State Is Losing », The Washington Institute, 14 octobre 2014, <www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/why-the-islamic-state-is-losing> ; Stephan Rosiny, « Des Kalifen neue Kleider » : *Der Islamische Staat in Irak und Syrien*, op. cit., p. 6-7. Voir aussi Mohamed Al-Said Idris, « Arab order versus caliphate », *Al-Ahram Weekly*, n° 1227, 1^{er} janvier 2015, <weekly.ahram.org.eg/News/10006/19/Arab-order-versus-caliphate.aspx>.

48 Michael Knights et Alexandre Mello décrivent cette stratégie de contre-déstabilisation comme une tentative d'épuisement par le biais de sorties répétées des insurgés hors de leurs réduits ; c'est dans cette puissance paramilitaire que réside le vrai défi de l'EI, cf. « The Cult of the Offensive », op. cit., p. 7.

49 Vgl. Rainer Hermann, *Endstation Islamischer Staat*, op. cit.

50 Cf. « Sultan Abdalla Bin Eissa held a meeting to review the developments on the ground and the importance of protecting the stability of the Almahra and Socotra », *Alcarb.com*, 6 avril 2015, <www.alcarb.com/warsom/?id=1009> (mis en ligne le 14 avril 2015) ; Shadiah Abdullah Al Jabry, « Federal challenge: Yemen's turbulence may have opened a door for the return of the sultans », 26 juin 2014, <www.thenational.ae/world/federal-challenge-yemenx2019s-turbulence-may-have-opened-a-door-for-the-return-of-the-sultans> ; Peter Salisbury, « To Win Its War in Yemen, Saudi Arabia May Have to Split the Country in Two », *VICE News*, 10 avril 2015, <news.vice.com/article/to-win-its-war-in-yemen-saudi-arabia-may-have-to-split-the-country-in-two>.

51 « Constitutional Assembly poll asks Libyans if monarchy should be restored », *Libya Herald*, 3 septembre 2011, <www.libyaherald.com/2014/09/03/constitutional-assembly-poll-asks-libyans-if-monarchy-should-be-restored/#ixzz3HP0A8n5D> ; Anna Mahjar-Barducci, « Libya: Restoring the Monarchy? », Gatestone Institute, 16 avril 2014, <www.gatestoneinstitute.org/4251/libya-monarchy> ; Joan Tilquine, « Le Guide est mort, vive le roi ! », *Jeune Afrique*, n° 2780, 20-26 avril 2014, p. 51-52.